



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Métiers en tension

Question au Gouvernement n° 1324

Texte de la question

MÉTIERS EN TENSION

Mme la présidente. La parole est à M. Matthieu Marchio.

M. Matthieu Marchio. Monsieur le ministre de l'emploi, du travail et de l'insertion, 3 028 000 : c'est le nombre de chômeurs en France au troisième trimestre de cette année. J'insiste, il y a plus de 3 millions de Français sans emploi, le chiffre ayant progressé de 0,6 % au cours du dernier trimestre.

M. Fabien Di Filippo. Ils ont réussi à inverser la courbe du chômage, mais dans le mauvais sens !

M. Matthieu Marchio. Mais alors que tant de nos compatriotes sont au chômage partout en France, dans les outre-mer comme dans le Nord, votre seule réponse est de régulariser des clandestins – régularisation qui va créer un nouvel appel d'air en faveur de toujours plus d'immigration.

M. Erwan Balanant. C'est faux ! Il n'y a pas d'appel d'air !

M. Matthieu Marchio. Pour tous les Français qui vivent dans la précarité et qui sont au chômage, vous êtes décidément hors-sol, déconnecté de la réalité de ceux qui souffrent.

Votre projet est un non-sens économique, car en faisant appel à plus d'immigration, vous tirez vers le bas les salaires de l'ensemble des travailleurs (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN. – M. Nicolas Dupont-Aignan applaudit également*), créant ainsi une situation de concurrence déloyale, notamment dans les métiers difficiles et souvent mal payés.

M. Erwan Balanant. On est l'un des pays avec le moins d'immigration, arrêtez de dire des bêtises ! (*Protestations sur quelques bancs du groupe RN.*)

M. Matthieu Marchio. C'est bien sur ce sujet que vous devriez vous concentrer en priorité en tant que ministre du travail.

Actuellement, pour nombre de nos concitoyens, le travail coûte plus qu'il ne rapporte. Il faut que le travail paye ! (*Mme Béatrice Roulland applaudit.*) Il faut augmenter de 10 % les bas salaires, comme le propose Marine Le Pen (« Ah ! » sur quelques bancs du groupe Dem) ; revaloriser le travail manuel, qui ne saurait être exercé uniquement par des clandestins exploités honteusement ; améliorer les conditions de travail, comme dans le secteur de la logistique ; et réduire le coût du carburant.

Vous, qui avez été socialiste avant de devenir macroniste,...

M. Pierre Cordier. Il y a longtemps qu'il n'est plus socialiste !

M. Matthieu Marchio. ...êtes associé à une politique économique et pro-immigration qui fait tant de mal aux Français.

M. Erwan Balanant. C'est vous qui faites mal aux Français !

M. Matthieu Marchio. Votre projet incarne le pire, entre l'ouverture à l'immigration voulue par la gauche et l'ultralibéralisme prôné par la droite.

M. Pierre Cordier. Toute la droite n'est pas libérale, monsieur !

M. Matthieu Marchio. C'est cette alliance néfaste qui a mis à terre le bassin minier du Nord, dont je suis élu.

Mme la présidente. Merci, cher collègue.

M. Matthieu Marchio. Quel est l'intérêt de régulariser des clandestins dans un pays qui compte plus de 3 millions de chômeurs ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe RN.)*

M. Erwan Balanant. Il faut se manifester à gauche !

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion.

Un député du groupe RN . Et des régularisations de migrants !

M. Olivier Dussopt, ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion. Vous prenez prétexte d'une des dispositions du projet de loi pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration, qui est en cours d'examen, pour aborder la question du chômage. Permettez-moi d'abord de rappeler que la disposition que nous avons envisagée avec Gérard Darmanin, tout comme celle qui a été votée par le Sénat avec des critères durcis et qui renvoie à un pouvoir discrétionnaire des préfets, n'a qu'un seul objectif : permettre de régulariser non de nouveaux immigrés, non des personnes travaillant de manière illégale, mais des hommes et des femmes qui travaillent légalement depuis longtemps dans notre pays. *(Exclamations sur quelques bancs du groupe RN.)*

Mme Caroline Parmentier. Donc des clandestins !

M. Olivier Dussopt, ministre . Ne vous en déplaise, il est possible d'avoir un contrat de travail sans titre de séjour valable. De nombreuses personnes ont en effet signé leur contrat lorsqu'elle disposait d'un titre valide, celui-ci n'ayant pas été renouvelé ensuite. *(Exclamations prolongées sur quelques bancs du groupe RN.)*

Mme la présidente. S'il vous plaît !

M. Olivier Dussopt, ministre . Sans préjuger des débats qui interviendront lors de l'examen de ce texte dans les prochains jours, vous dites que la priorité est de faire baisser le chômage en France. Nous y adhérons, à tel point que, depuis six ans, grâce à la politique que nous menons, l'économie française a créé 2 millions d'emplois, dont 140 000 créations net l'an dernier. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe RE.)*

M. Thibaut François. Mais où ?

M. Olivier Dussopt, ministre. Nous partageons cette priorité, mais pas vous, en réalité. Car, quand une réforme de l'assurance chômage est mise aux voix pour rendre ses règles plus incitatives, vous n'êtes pas au rendez-vous et vous votez contre. Quand nous débattons afin que les allocataires du RSA puissent participer à quinze heures de formation et d'activités d'insertion, vous votez contre ; quand l'Assemblée vote des mesures pour faciliter l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap, vous votez contre *(Mme Caroline Parmentier*

proteste) ; alors que le plan d'investissement dans les compétences a permis de multiplier par deux et demi le nombre de demandeurs d'emploi formés, vous avez également voté contre chacun des articles du projet de loi pour le plein emploi dont les conclusions de la commission mixte paritaire seront soumises au vote de votre assemblée tout à l'heure. (M. Erwan Balanant applaudit.)

Le Rassemblement national dénonce l'assistanat, mais il ne fait rien, ni pour l'emploi, ni pour sortir de leurs difficultés celles et ceux qui y sont plongés. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, Dem et HOR.*)

Mme Blandine Brocard. Il a raison !

Données clés

Auteur : [M. Matthieu Marchio](#)

Circonscription : Nord (16^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1324

Rubrique : Chômage

Ministère interrogé : Travail, plein emploi et insertion

Ministère attributaire : Travail, plein emploi et insertion

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 15 novembre 2023

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 15 novembre 2023